

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) dans le processus de transition (1962-1963)

Amar MOHAND-AMER

En accédant à l'indépendance nationale, le 3 juillet 1962, l'Algérie entra dans une nouvelle phase, celle de la recomposition politique. Les enjeux de la nouvelle redistribution des pouvoirs étaient complexes. Les forces politiques et militaires, issues du Front de libération nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale (ALN), étaient dans une logique de concurrence et de confrontation. À la périphérie de ces centres de pouvoirs disparates, la plus importante des organisations de masse du FLN, en l'occurrence, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) devint, un des acteurs politiques majeurs de l'Algérie aux premiers mois de l'indépendance. Cette situation a été favorisée par la carence d'une autorité nationale reconnue et légitimée par l'ensemble des forces politiques, militaires et sociales. Par ailleurs, l'émergence de la centrale syndicale dans le champ politique répondait à des considérations socio-économiques que le pouvoir politique, incarné par le FLN, n'avait pas su gérer du fait de ses divisions. Aussi, l'implication de l'UGTA dans la crise du FLN de l'été 1962 doit être analysée à l'aune du rapport entre le pouvoir politico-militaire et les forces sociales, les modalités de confrontation de ces segments et le processus de la normalisation politique. Créée à Alger le 24 février 1956, sous l'égide du FLN, l'UGTA mit au service de la lutte pour l'indépendance nationale un important capital humain et une expérience politique et syndicale bien affirmées (Stora, 1985 ; Gallissot, 1998). En effet, parmi ses responsables et adhérents, nombreux sont passés par le militantisme politique – Mouvement national – et l'activisme syndical – les centrales syndicales françaises, notamment la Confédération Générale du Travail (CGT), « matrice originelle de l'UGTA » comme l'écrit Anissa Bouayed (1990, 106). Jusqu'au 19 mars 1962, l'action de l'UGTA fut mise en veilleuse en raison de la répression qui s'abattait sur le FLN à la suite de la grève des huit jours de janvier 1957. C'est au Maroc, en Tunisie et en France, avec l'AGTA¹ (*Alger Républicain*, 23 novembre 1962, 2), que la centrale syndicale poursuivit son action. L'absence de l'UGTA sur le

¹ L'AGTA (Amicale Générale des Travailleurs Algériens) a été fondée le 16 février 1957 à Paris. Son secrétariat était constitué en 1962 de Omar Ouelhadj, Ali Bouchama, Djillali Oudjedi Damerdji, Mouloud Benmerad et Aboubakr Belkaïd.

terrain politique en Algérie fut relativement comblée par les *wilaya-s*². Les conséquences de cette discontinuité dans l'action politico-syndicale apparurent à l'indépendance où de nouvelles règles régissant les rapports entre les différentes forces et institutions du FLN et de l'ALN s'imposèrent.

Le nouveau et le redéploiement

Le cessez-le-feu du 19 mars 1962 mit fin aux opérations militaires entre l'Armée française et l'ALN. Il enclencha, en même temps, une dynamique politique et sociale. C'est dans cette optique que l'UGTA revint dans le champ de l'action et tenta de réinvestir un terrain qui en raison de la fin de la guerre et des nouveaux enjeux inhérents à l'indépendance était devenu un objet de conflit. Libérés des contraintes de la clandestinité, une direction provisoire de l'UGTA se constitua dès le 2 avril 1962 (Farès, 1990, 115)³. Son premier objectif fut d'occuper le terrain économique et social. Le départ en masse des Européens et les affres de la guerre ainsi que les séquelles des actions meurtrières de l'Organisation de l'armée secrète (OAS), avaient créé une nouvelle réalité à laquelle était confrontée la centrale syndicale. La priorité de l'UGTA fut donc d'installer des sections syndicales dans tous les départements du pays. Cet activisme ne fut pas sans conséquences pour elle dans une Algérie indépendante en butte à une grave crise de leadership, la crise du FLN de l'été 1962 (Mohand-Amer, 2010).

Organisation syndicale encadrée par des dirigeants chevronnés et des militants politisés, aguerris, et bien formés (beaucoup sortaient de prisons ou des camps d'internement), dotée d'un effectif important (250 000 adhérents répartis sur 500 sections syndicales au 3 juillet 1962 (Mancer, 1981, 6), l'UGTA ne pouvait que susciter de la défiance de la part des différentes autorités politico-militaires qui s'étaient accaparées des parcelles de pouvoirs sur le territoire national, notamment au sein des *wilaya-s*. Considérée comme une organisation politique rivale, l'UGTA peina à s'affirmer sur un terrain miné et hostile (Bourouiba, 2001, 423). La guerre des chefs ayant relégué les questions économiques et sociales ou de prise en charge des anciennes organisations ou des syndicats au second plan. Il convient, toutefois, de souligner que l'installation de l'UGTA dans le territoire des *wilaya-s* ne fut pas toujours compliquée et conflictuelle. Les rapports entre les

² *Wilaya* 1 (Aurès-Nememcha), *wilaya* 2 (Nord-Constantinois), *wilaya* 3 (Kabylie), *wilaya* 4 (Algérois), *wilaya* 5 (Oranie) et *wilaya* 6 (Sahara).

³ Et dont Rabah Djermane Boualef Bourouiba, Abdelmadjid Ali-Yahia, Mohamed Flissi, Tahar Gaïd, Méziane Misraoui, Slimane Rebbah, Mohamed Akeb, Ahmed Zitouni, Mayouf Hanachi, Amrani faisaient partie.

différentes parties, obéissaient en effet à des logiques conjoncturelles et à des positionnements propres à l'histoire de chaque *wilaya*. Pendant la crise du FLN de l'été 1962, l'UGTA, forte de son nouveau statut⁴ et de sa solide implantation dans les villes et les centres agricoles, prôna l'unité et déploya de réels efforts afin de réconcilier les parties en conflit. Ces initiatives n'aboutirent finalement pas (Farés, *op.cit.*, 121). Le temps au FLN, en juillet 1962, n'était plus à l'unisson mais à l'affirmation d'un leadership, celui d'Ahmed Ben Bella et de ses partisans regroupés dans une alliance conjoncturelle et atypique : le groupe de Tlemcen. Pour la centrale syndicale, la survie politique passait désormais par une réelle autonomie de son organisation vis-à-vis des différentes forces politiques et militaires qui revendiquaient le pouvoir. C'est le sens à donner à sa prise de position du 17 juillet 1962 : « L'UGTA est une organisation nationale. Son autonomie dans la politique est indispensable. Il est important que le mouvement syndical se développe librement » (Weiss, 1970, 70). La revendication de l'autonomie politique et de la liberté d'action par l'UGTA s'accompagna d'une mise en garde adressée aux responsables du FLN et de l'ALN : la situation dans laquelle vivait le pays ne pouvait durer. Une intervention des masses pour mettre fin au conflit n'était pas exclue. La menace de recourir à la population témoignait de la stratégie que comptaient employer les syndicalistes de l'UGTA dans la confrontation qui les opposait au nouveau pouvoir qui s'installait en Algérie. Syndicat issu de la Guerre de libération nationale, elle jouissait d'un grand prestige au sein de la population. C'était une organisation civile par essence devenue politique par obligation. À cet effet, son usage, dans le contexte de 1962, de la terminologie d'« Armée de travailleurs » fut significatif. L'UGTA se positionna non seulement comme un acteur social et politique mais également comme une force qu'appuyait une partie de la population, en particulier dans l'Algérois. En effet, dans le contexte de 1962, les rapports de force au sein du FLN se mesuraient aussi par la capacité de mobilisation populaire.

Partant du constat que le pays risquait de basculer dans une guerre civile, l'UGTA en incombait la responsabilité aux chefs du FLN et de l'ALN, accusés de porter sérieusement atteinte à l'indépendance : « Les travailleurs algériens ne peuvent rester spectateurs devant un tel sabotage » (*id.*). L'exacerbation de la crise avec l'occupation militaire le 25 juillet de Constantine et de Bône (l'actuelle Annaba) par l'armée des frontières du colonel Houari Boumediene, la constitution, deux jours

⁴ L'UGTA était très active en 1962. Après le départ massif des Européens, ce sont les travailleurs qui remirent en marche les ports, les gares, les usines, les exploitations agricoles, les hôpitaux... L'activisme de ses dirigeants firent d'elle une force politique présente, visible et dont les initiatives étaient perçues par la population comme positives et concrètes.

après, à Tizi Ouzou d'un groupe opposé à celui à Tlemcen et le spectre d'une « congolisation »⁵ du pays engagèrent l'UGTA à poursuivre sa pression contre les protagonistes de la crise. Sa déclaration du 31 juillet fut à ce propos sans concessions. Elle traduisait les nouveaux clivages qui, longtemps restés latents, surgirent en public : guerre des chefs, indifférence à la situation précaire de la population, méconnaissance de la réalité algérienne... (UGTA, 1962). L'officialisation du Bureau politique du FLN (BPFLN) le 2 août 1962 comme autorité politique légitime de l'Algérie indépendante bouleversa les rapports de force. Ainsi, au nom des engagements pris par le FLN au Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) à Tripoli (28 mai/6 juin 1962)⁶, le BPFLN engagea le processus de réintégration des organisations de masse dans le FLN. S'opposant au BPFLN dont Ahmed Ben Bella et Mohamed Benyoucef Khider étaient les figures de proue, l'UGTA considéra que son nouveau rôle dans l'Algérie indépendante n'était plus d'être un appendice du parti ou du pouvoir. Radicalisant ses positions, elle fit de son affranchissement politique l'objectif principal de son action. Son organe de presse, *L'Ouvrier algérien*, devenu de fait, un journal indépendant du FLN exprima librement les choix politiques des dirigeants de l'UGTA. En effet, dès son premier numéro, l'accent fut mis sur des problématiques socioéconomiques à fortes charges politiques. En appelant à l'ouverture des usines, des chantiers, et des fermes afin de combattre le chômage, il se substitua à l'autorité du BPFLN. La gestion des biens laissés vacants par leurs propriétaires européens représenta pour le pouvoir algérien un inextricable problème politico-juridique. La distribution de ces richesses suscitant, à la fois, des convoitises et constituant des enjeux économiques (*L'Ouvrier Algérien*, n° 1, 17 août 1962, 1 et 3).

⁵ Le 30 juin 1960, à l'indépendance du Congo-Belge, de graves troubles ont éclaté dans le pays, provoquant l'intervention des casques bleus de l'ONU.

⁶ Charte de Tripoli (juin 1962) : « La diversité des besoins dans le pays s'exprime par l'existence d'organisations de masse. Le parti aidera à la création de ces organisations. Il doit les animer pour assurer leur orientation cohérente dans le cadre de son programme d'ensemble. Son influence se manifeste par la présence en leur sein de militants éprouvés. Les organisations de masses groupent les jeunes, les étudiants, les femmes, les syndicats pour la défense de leurs intérêts spécifiques et leur participation organisés aux tâches de la révolution. En tant qu'organisation laborieuse, les syndicats doivent apporter dans les formes qui leur sont propres leur nécessaire contribution à l'élaboration et à l'exécution de la politique économique et sociale du pays. Le parti respecte l'autonomie des syndicats dont le rôle essentiel est de défendre les intérêts matériels et culturels des travailleurs. Cependant, seul le parti, avant-garde des masses populaires, peut assurer la coordination des forces révolutionnaires à l'intérieur du pays et exploiter d'une manière organique les possibilités et instruments qui existent au sein de la société ».

L'UGTA, acteur (et opposant) politique

Après avoir consolidé son assise en renforçant sa direction par la désignation d'un Bureau national provisoire⁷, l'UGTA organisa, le 31 août, son premier grand meeting populaire à Alger. Au Foyer civique, entre 10 000 et 15 000 personnes répondirent à son appel, parmi lesquelles de nombreuses femmes. La crise du FLN était à son paroxysme. C'est l'imminence d'un affrontement armé entre les troupes de la *wilâya* 4 et celles relevant du BPFLN qui obligea l'UGTA à appeler la population à se rassembler. Ce fut aussi l'occasion pour elle d'évaluer son audience et d'affirmer son rôle. Redoutant une montée en puissance de l'UGTA à Alger, la *wilâya* 4 tenta de la contrecarrer en organisant une manifestation le jour même. Après avoir mis fin à l'autorité de la Zone Autonome d'Alger le 29 juillet⁸, la *wilâya* 4 n'entendait pas laisser la possibilité à l'UGTA d'occuper le terrain politique à Alger. De son côté, L'UGTA voulait montrer qu'elle était un acteur politique national et non le représentant d'une corporation professionnelle. Au meeting, les responsables de l'UGTA n'étaient pas seuls à la tribune. Des représentants de l'AGTA, de l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens (UGEMA), de la Jeunesse FLN d'Alger (JFLN) et de l'Union des Femmes Algériennes (UFA) étaient aussi présents. L'UGTA déclara avoir le soutien des travailleurs algériens en Belgique et en Allemagne, de la Fédération de France du FLN et du Quartier général des scouts musulmans algériens. Les slogans scandés au cours de ce rassemblement étaient sans équivoque : « Non à des fusils, mais des pelles et des pioches », « Halte au sang », « La colère du peuple gronde ». Les slogans exprimaient les positions de la centrale syndicale, qui se souciait de la situation sociale et économique de la population mais qui ambitionnait aussi de s'associer à la gestion politique du pays. Les discours que prononcèrent les dirigeants de l'UGTA contre ceux qu'ils considéraient comme les responsables de la situation actuelle étaient virulents. Ils dénonçaient les exactions de l'ALN et les arrestations de militants syndicalistes auxquelles elle avait procédé sur le territoire de la *wilâya* 4, notamment à Blida. L'UGTA appela tous les travailleurs à s'opposer par des manifestations imposantes mais pacifiques aux affrontements entre *junûd* de l'ALN et en exigeant la réunion immédiate de tous les responsables de la Révolution à Alger. La manifestation populaire du 31 août fut un évènement capital dans la confrontation à trois que se livraient, l'UGTA,

⁷ Qui se composait pour l'Algérois de Mohamed Akeb, Rabah Djermame, Mohamed Chenaf, Abdelmadjid Ali Yahia, Ahmed Zitouni, Mustapha Zitouni Mohamed Flissi, Mustapha Lassel, Attalah Benaïssa et Boualem Bourouiba; pour la Région de Blida de Sadek Mokedem ; pour Oran de Abderrahmane Brixî ; pour Mostaganem de Ahmed Mostefaoui ; pour le Constantinois de Mohamed Tahar Chafai et pour l'Orléansvillois de Ali Bouzid.

⁸ Dirigée, après le 19 mars 1962, par le commandant Azzedine (Rabah Zerrari).

le BPFLN et la *wilaya* 4. Les enjeux étaient importants : le contrôle de la capitale et l'adhésion de la population. Bien que quadrillant militairement Alger, la *wilaya* 4 s'avéra incapable de faire adhérer les habitants de l'Algérois à ses thèses. Le scénario d'un affrontement armé avec les forces soutenant le BPFLN était redouté. L'emblématique slogan de cette période de l'histoire de l'Algérie « *Sabaâ s'nine barakat !* » (7 ans, ça suffit !) exprimait avec une grande profondeur l'état d'esprit des Algériens, meurtris par une guerre longue et aspirant à un avenir meilleur. Les événements tragiques du début du mois de septembre⁹ provoquèrent le retrait de la *wilaya* 4 qui malgré les atouts dont elle disposait s'était avérée incapable de s'imposer. Aussi, face au BPFLN et à Ahmed Ben Bella ne subsista comme force politique organisée que l'UGTA. Cependant, sa marge de manœuvres resta réduite. La crise du FLN passa ainsi dans une nouvelle configuration. Le recours à la violence militaire n'étant plus de mise, la lutte fut purement politique et se fit selon de nouvelles approches. L'UGTA, citadelle du mouvement ouvrier en 1962, devait faire allégeance au BPFLN, seule autorité politique du pays. La réduction de l'influence de la centrale syndicale constitua, dès lors, l'un des objectifs du BPFLN et notamment de son premier responsable Mohamed Khider qui inscrivait l'action du BPFLN contre elle dans des enjeux de revendication et de partage de pouvoir : l'UGTA « a pris des positions que l'on ne peut admettre. Des gens se posent déjà en successeur du pouvoir. Nous ne leur passerons pas la main », déclarait-t-il (*La Dépêche d'Algérie*, 4 septembre 1962, 5). De son côté, Ahmed Ben Bella attaqua la centrale syndicale sur la question de la légitimité, si forte et prégnante en cette période. Il accusa, ainsi, les dirigeants de la centrale syndicale de véhiculer des valeurs contraires aux « réalités » de la société algérienne (*Le Monde*, 14 septembre 1962, 2) et d'encourager l'« ouvriérisme » qu'il associait à une « maladie africaine » (*al-Chaâb*, 4 et 5 novembre 1962, 1 et 3). L'attitude de Ahmed Ben Bella était motivée par son inclination pour une autre « Armée », celles des *fellahs* (Libert, 1963, 27-30) dont il cherchait à en faire une force d'appoint à ses ambitieux projets. La volonté du BPFLN de caporaliser l'UGTA devint effective au moment de la désignation des membres devant siéger à l'Assemblée nationale constituante : des trente noms militants syndicalistes proposés à la députation, aucun d'eux ne fut choisi (SHD, 1962). Parallèlement à ces manœuvres institutionnelles, l'UGTA dut affronter en son sein des frondes sérieuses (*L'Ouvrier Algérien*, n° 7, 21 décembre 1962, 1). L'argument brandi par les contestataires fut la non représentativité de la direction provisoire,

⁹ Sur appel du BPFLN, les troupes de l'armée des frontières, soutenues par celles des *wilaya*-s 1, 5 et 6 avaient investi, de force, le territoire de la *wilaya* 4 et ouvert la voie vers la capitale à Ahmed Ben Bella.

auto-cooptée et non élue. En France, l'AGTA était de son côté en proie à des tentatives de déstabilisation. Ces courants contestataires étaient encouragés par le BPFLN et la Fédération du Grand Alger (FGA). Acculés, les dirigeants de l'UGTA annoncèrent le 7 octobre 1962 qu'un congrès national sera organisé en janvier 1963. Le 19 octobre 1962, ils clarifièrent leurs positions politiques. *Primo*, les syndicalistes étaient des militants du FLN à part entière. *Secundo*, l'UGTA n'était pas un parti d'opposition. *Tertio*, la centrale syndicale restait fermement décidée à jouer un rôle important dans l'édification d'une Algérie socialiste (*L'Ouvrier Algérien*, n° 2, 19 octobre 1962, 1). Le 1er novembre 1962, *L'Ouvrier Algérien* fut saisi avant même d'avoir été autorisé à la publication. On pouvait y lire un éditorial consacré à la crise qui opposait l'UGTA au FLN (*L'Ouvrier Algérie*, n° 3, 1er novembre 1962, 3) et un article traitant du rapport entre le syndicalisme algérien et le socialisme (*L'Ouvrier Algérie*, n° 3, 1er novembre 1962, 6). Ces deux textes étaient une charge contre le BPFLN à qui l'UGTA reprochait son refus d'accepter l'autonomie politique du syndicat, les pressions qu'il exerçait sur ses représentants, et sur l'AGTA en France. Dans son conflit avec le BPFLN, l'UGTA reçut le soutien de députés de l'Assemblée nationale dont Hocine Aït Ahmed. Celui-ci assimilait ceux qui s'attaquaient à l'organisation des travailleurs à des réactionnaires. De son côté, le Parti de la Révolution Socialiste (PRS), créé le 20 septembre, s'engagea au côté de l'UGTA notamment en France où l'influence politique de son fondateur Mohamed Boudiaf était grande. Membre fondateur du PRS et un des responsables de l'AGTA, Aboubakr Belkaïd voyait dans les dirigeants du BPFLN de nouveaux Blachette et Borgeaud de l'Algérie indépendante (AFP, 12 décembre 1962).

En Algérie, l'UGTA poursuivit sa réorganisation. Ainsi, son Conseil national, tenu les 24 et 25 novembre 1962, désigna Rabah Djermane premier secrétaire de la centrale syndicale. La réunion du Conseil national fut marquée par l'absence des délégués de Constantine, de Bordj Bouarreridj, de Tébessa, d'Ouenza et de Skikda (*L'Ouvrier Algérien*, n° 5, 30 novembre 1962, 1). Ces absences étaient en réalité des boycotts. La direction de l'UGTA était de plus en plus contestée. On trouvait quotidiennement dans les journaux et, notamment dans *al-Chaâb*, des motions de défiance contre elle. Il est vrai que des motions de soutien à la direction de l'UGTA étaient également publiées. Toutefois, celles-ci étaient peu nombreuses si on les compare à celles qui étaient favorables au BPFLN et qui demandaient le changement de l'équipe dirigeante de la centrale syndicale. Il convient d'indiquer, cependant, que ces motions ne venaient pas uniquement des sections syndicales officielles. Ces publications s'attaquant à la direction de l'UGTA furent fermement dénoncées par *L'Ouvrier Algérien*, dans lequel le BPFLN, le quotidien *al-Chaâb* et les

syndicalistes contestataires y étaient qualifiés de « fossoyeurs » de l'organisation des travailleurs (*L'Ouvrier Algérien*, n° 6, 7 décembre 1962, 1).

Ne parvenant pas à assujettir l'UGTA en dressant, contre sa direction, une partie de ses sections syndicales, le BPFLN passa à une nouvelle étape. Celle-ci consistait à créer une dissidence non pas au niveau local ou régional mais au sein de la direction même de l'UGTA. Les dirigeants de la centrale syndicale résistèrent là encore. Leur opiniâtreté fut récompensée. Le 19 décembre 1962, les représentants de l'UGTA signèrent avec le BPFLN un accord historique leur garantissant une réelle autonomie. L'artisan de ce compromis fut Mohamed Lebjaoui¹⁰. Les dispositions de l'accord du 19 décembre 1962 étaient, en apparence, avantageuses pour l'UGTA (élections démocratiques, autonomie organique, indépendance politique, liberté d'action, contribution à l'élaboration et l'exécution de la politique économique et sociale du pays ...) (*L'Ouvrier Algérien*, n°6, 7 décembre 1962, 1).

L'accord du 19 décembre 1962 reconnaissait en effet officiellement l'autonomie de l'UGTA, mais cette dernière était toutefois subordonnée à quatre conditions posées par le BPFLN. La première fut le report du congrès de l'UGTA prévu pour le 10 janvier 1963. La deuxième, l'organisation d'une conférence nationale regroupant l'ensemble des représentants syndicaux¹¹. La troisième, l'admission dans la commission de préparation du congrès de trois nouveaux membres – Cheikh Benghazi de Sidi Bel Abbès, Mohamed Tahar Chafai de Bône et Boualem d'Oran (*L'Ouvrier Algérien*, n° 9, 4 janvier 1963, 1). Cheikh Benghazi fut désigné secrétaire de la commission. La quatrième exigence consista à désigner les délégués au congrès sur la base du découpage administratif et non pas en fonction des effectifs syndicaux. René Gallissot (1990, 132) décèle dans ce mode opératoire le début d'un processus d'une mise sous tutelle de l'UGTA par le BPFLN. En effet, avec ce découpage, l'Algérois, principal bastion ouvrier des dirigeants de la centrale syndicale, perdit de sa puissance.

Une semaine avant le début du congrès de l'UGTA, *L'Ouvrier Algérien*, passa à l'offensive contre le BPFLN. Il réaffirma son attachement au principe de l'autonomie syndicale et refusa de devenir une « copie conforme du parti » (*L'Ouvrier Algérien*, n° 10, 11 janvier 1963, 1). La position que prit l'UGTA à la veille de son congrès confirma que l'accord du 19 décembre n'avait rien réglé.

¹⁰ Un des principaux alliés à Ben Bella en 1962. Il fut aussi chargé par le Groupe de Tlemcen de rallier la Fédération de France du FLN au BPFLN.

¹¹ Le Conseil national du 24 et 25 novembre 1962 avait été boycotté par plusieurs sections régionales.

Le Congrès de janvier 1963 : la normalisation de l'UGTA

Le premier congrès dans l'histoire de l'UGTA ouvrit ses travaux le 17 janvier 1963 à Alger, au Foyer civique. La présence du président du Conseil Ahmed Ben Bella, témoigna de l'importance de l'évènement. Son allocution d'ouverture fut un manifeste assumé quant à l'hégémonie du FLN sur l'ensemble des institutions politiques et des organisations de masse. L'élaboration de la « la pensée politique » du pays étant du seul ressort du FLN, affirmait-t-il. Par ailleurs, les syndicalistes furent accusés de vouloir constituer une catégorie de « privilégiés » au détriment de l'ensemble de la masse laborieuse, notamment les *fellahs* (*al-Chaâb*, 18 janvier 1963, 3). La pratique démocratique fut néanmoins respectée avec l'intervention de Tahar Gaïd, qui au nom de la direction de l'UGTA, rappela l'attachement des travailleurs à leur autonomie politique tout en dénonçant les tentatives de déstabilisation de la part du BPFLN (Weiss, *op.cit.*, 329). La position de la direction de l'UGTA ne fut, toutefois, pas partagée par l'ensemble de ses dirigeants. Ainsi, Pour Mohamed Tahar Chafai, la subordination de la centrale syndicale au BPFLN devait se faire car « c'est le FLN qui a créé l'UGTA. Et c'est lui qui lui a permis de représenter les travailleurs algériens à travers le monde » (Favret, 1964, 50). Comme au CNRA de Tripoli en juin 1962, c'est au moment de procéder à la désignation d'une nouvelle direction que les réelles intentions politiques s'exprimèrent ouvertement. À l'entrée de la salle, les contrôles furent stricts. Le service d'ordre ne fut pas assuré par les militants de l'UGTA mais par ceux de la FGA inféodée au BPFLN. C'était l'anarchie (AFP, 19 janvier 1963). Le congrès fut investi par des indus-syndicalistes (Weiss, *op.cit.*, 86) qu'un tract de l'UGTA qualifiait d'individus malsains et fraîchement ralliés à la nation algérienne... » (*Alger républicain*, 20 et 21 janvier 1963, 2).

Le congrès de l'UGTA qui devait constituer un premier test pour les Algériens, se transforma en foire d'empoigne. Les dirigeants de la centrale syndicale n'avaient plus aucune autorité sur le congrès. Le BPFLN venait de faire imploser l'UGTA. Sorti vaincu de ce conflit, où les moyens utilisés n'avaient pas toujours été loyaux, Boualem Bourouiba fit une ultime déclaration qui ressembla à une oraison funèbre : « L'UGTA, syndicat libre et autonome, n'a pu vivre que l'espace de quelques mois dans l'Algérie indépendante » (*Alger républicain*, 20 et 21 janvier 1963, 2). Le 20 décembre, l'UGTA désigna un nouveau Secrétariat. Il était constitué de Rabah Djermane, Safi Boudissa, Mohamed Flissi, Cheikh Benghazi, Mohamed Tahar Chafai, Arezki Ziani et Ali Remli. Les anciens dirigeants de la centrale syndicale évincés, Boualem Bourouiba, Abdelmadjid Ali Yahia, Tahar Gaïd, Rahmoun Dekkar, Mustapha Lassel furent accusés de tous les maux. Pour

Mohamed Khider, ils étaient des « gauchistes » qui se comportaient comme des « contre-révolutionnaires » (*id.*). Ahmed Ben Bella, quant à lui, vit en eux des débauchés qui s'adonnaient au whisky à l'hôtel Aletti (*al-Chaâb*, 20 et 21 janvier 1962, 3). Pour Rabah Djermene, maintenu au poste de secrétaire général, une page venait d'être tournée. Le syndicalisme algérien serait désormais étroitement lié au FLN (*Alger républicain*, 20 et 21 janvier 1963, 2), ce que confirma la nouvelle ligne éditoriale de *L'Ouvrier Algérien* (n° 12, 25 janvier 1963, 4) dans la mesure où, écrivait-il, le congrès de janvier 1963, avait permis de mettre fin à une conception « ouvriériste » de la lutte syndicale (*L'Ouvrier Algérien*, n° 13, 8 février 1963, 1). Devenu *Révolution et Travail*¹², l'organe de la centrale syndicale dressa, dans son premier numéro, le portrait du parfait syndicaliste et de ses obligations et devoirs envers la patrie (reconnaissante) :

Le syndicaliste, comme tous militants responsables, doit être un exemple du parfait travailleur et du citoyen modèle.

Ce qu'il nous manque et ce qu'il nous faut, c'est la conscience. Être conscient c'est, avant tout, un profond sentiment de responsabilité envers soi-même, envers autrui et garder ce sentiment toujours en éveil.

Étaient-ils conscients, ces chefs d'équipe dockers qui ont abusé de la bonne foi de leurs camarades professionnels et occasionnels pour le débrayage du 25 février 1963 ? Étaient-ils conscients, dans une période critique où le chômage est loin d'être résorbé pour faire arrêter le travail parce que la mesure d'austérité les touchait.

[...] La grève est une arme que l'ouvrier n'utilise qu'en dernier recours : [...] Ceux qui poussent les ouvriers à la grève [...] ceux-là ont mauvaise conscience et suivent les directives venues de l'extérieur et étrangères au Parti du FLN et de l'UGTA.

[...] Quelle plus belle preuve de fidélité à la mémoire de nos *chouhada* qu'un travailleur conscient, organisé dans un syndicat révolutionnaire et qui porte sa pierre à l'édification de l'Algérie, libre, prospère et fraternelle (*Révolution et Travail*, n° 1, 2 mars 1963, 3).

Ainsi, le premier congrès de l'UGTA se termina dans une grande désolation. Ce congrès, qui constituait un défi à relever pour les dirigeants algériens à l'indépendance. Ce défi n'avait pas pu être tenu. Le BPFLN était allé au bout de sa conception autoritaire du pouvoir (Azzi,

¹² Le n° 0 de *Révolution et Travail* fut publié le 23 février 1963.

2012, 79-89 ; Weiss, *op.cit.*, 88 ; *Alger Républicain*, 20 et 21 janvier 1963, 1 ; Liauzu, 1996, 204). Cependant, l'UGTA avait pu, dans des conditions difficiles, faire entendre la voix et les aspirations d'une grande catégorie sociale, celle des travailleurs et des militants syndicaux. L'action de la centrale syndicale avait finalement échoué du fait de l'absence d'une maturité politique et syndicale et d'une analyse de la situation qui n'avait pas pris en considération l'importance de la question de la légitimité politique et historique et des enjeux réels de pouvoir au lendemain de l'indépendance. La stratégie de la confrontation avait elle aussi montré ses limites, elle avait plus bénéficié au BPFLN qu'à la centrale syndicale comme l'affirme Nora Benallegue (1996, 262) : « Le maximalisme du Bureau National provisoire (de l'UGTA) sans rapport avec ses capacités réelles de mobilisation [a] facilit[é] la tâche du Bureau politique ». L'échec de l'expérience d'autonomie politique de l'UGTA s'explique également par les enjeux de pouvoir et de placement qui ne s'étaient pas seulement limités *stricto-sensu* à la sphère du FLN et de l'ALN, ils avaient impliqué les syndicats et toutes les forces organisées en 1962. De ce fait, l'UGTA fut elle aussi traversée par les lignes qui démarquaient les protagonistes de la crise du FLN de l'été 1962. Sa caporalisation a constitué le début d'un processus de normalisation des institutions et des organisations issues de la Guerre de libération nationale et cela dans le cadre d'une conception contrôlée de l'exercice de l'action politique.

Bibliographie

- AZZI Abdelmadjid, 2012, *Le Mouvement syndical algérien à l'épreuve de l'indépendance*, Alger, Alger-Livres Éditions.
- BENALLEGUE Nora, 1996, « L'UGTA à travers de sa presse de 1962 à 1965 », *Oriente Moderno*, vol. 76, n° 4 (Sindicato e Maghreb atti del convegno), 261-270.
- BOUAYED Anissa, 1990, « La Question de l'autonomie syndicale en Algérie », *Cahiers du GREMAMO*, n° 9 (État et Mouvement syndical au Maghreb).
- BOUROUIBA Boualem, 2001, *Les Syndicalistes algériens. Leur combat de l'éveil à la libération 1936-1962*, Alger, ENAG.
- FARES Mohamed, 1990, « La reconstruction de l'UGTA et le rôle des travailleurs algériens après le cessez-le-feu en Algérie (mars 1962-janvier 1963) », *Cahiers du GREMAMO*, n° 9 (État et Mouvement syndical au Maghreb).
- FAVRET Jeanne, 1964, « Le syndicat, les travailleurs et le pouvoir en Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 3, 45-62.

- GALLISSOT René, 1990, « l'UGTA dans les premières années de l'indépendance : l'impossible correspondance Parti-Syndicat », *Cahiers du GREMAMO*, n° 9 (État et Mouvement syndical au Maghreb).
- GALLISSOT René (dir.), 2006, *Algérie : Engagements sociaux et question nationale. De la colonisation à l'indépendance. De 1830 à 1962. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, Alger, Barzakh.
- LIAUZU Claude, 1996, « Histoire du travail et du mouvement ouvrier au Maghreb », *Oriente moderno*, vol. 76, n° 4 (Sindacato e Maghreb atti del convegno), 187-210.
- LIBERT M., 1963 (janvier), « Le congrès de l'UGTA », *La révolution prolétarienne* (revue syndicaliste révolutionnaire), 27-30.
- MANCER Mohand-Amokrane, 1981, *L'UGTA [Union générale des travailleurs algériens] de 1962 à 1973*, Oran, Centre de documentation des sciences humaines.
- MOHAND-AMER Amar 2010, *La crise du Front de libération nationale de l'été 1962 : indépendance et enjeux de pouvoirs*, Thèse d'histoire sous la direction d'Omar Carlier, Paris, Université Paris 7.
- STORA Benjamin, 1985, *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens : ENA, PPA, MTL, 1926-1954*, Paris, l'Harmattan.
- WEISS François, 1970, *Doctrine et action syndicales en Algérie*, Paris, Cujas.

Documents d'archives

Archives des dépêches AFP

SERVICE HISTORIQUE DE LA DEFENSE (=SHD), 1962, « Rapport de Jean-Marcel Jeanneney du 18 septembre 1962 : Candidats à l'assemblée nationale constituante », SHD, 1 H 1798/2, Vincennes, SHD.

Sources imprimées

Journal *al-Chaâb*

Journal *Alger Républicain*

Journal *La Dépêche d'Algérie*

Journal *Le Monde*

Journal *L'Ouvrier Algérien*

Journal *Révolution et Travail*

UGTA, 1962, « Déclaration de l'UGTA du 31 juillet 1962 », in « Documents Algérie », *Annuaire de l'Afrique du nord*, 711.